

**Nations unies - Visite du conseil de
sécurité au Sahel - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations Unies,
président du conseil de sécurité -
Conseil de sécurité
(Paris, 26 octobre 2017)**

Chers collègues,

Je tiens tout d'abord à adresser nos profondes condoléances à la MINUSMA et au gouvernement du Tchad suite à l'attaque d'un convoi ayant entraîné la mort de trois casques bleus tchadiens aujourd'hui dans le Nord du Mali. Le conseil de sécurité s'est incliné devant la mémoire des casques bleus qui ont perdu la vie dans l'exercice de leur mandat lors de la visite. Nous le faisons une nouvelle fois aujourd'hui. Nous adressons ces mêmes condoléances aux gouvernements des pays du G5 dont les populations et les forces de sécurité font face à des attaques récurrentes, souvent meurtrières, de la part de groupes terroristes.

Le conseil de sécurité a effectué une mission de terrain au Sahel du 19 au 22 octobre, au cours de laquelle il s'est successivement rendu au Mali, en Mauritanie et au Burkina Faso.

Menée conjointement par la France, l'Éthiopie et l'Italie, cette visite s'est inscrite dans le cadre du suivi étroit par le conseil de sécurité de la question de la force conjointe du G5 Sahel. Elle avait pour objectif, au lendemain de la transmission du rapport du secrétaire général sur l'opérationnalisation de la force conjointe, de permettre aux membres du conseil de disposer d'une évaluation de première main de la situation sur le terrain, et d'avoir un échange avec les divers acteurs sur place sur les recommandations du secrétaire général en faveur d'un renforcement du soutien international à la force conjointe. Un accent spécifique a également été mis sur la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, conformément à la conviction du conseil qu'il ne saurait y avoir de stabilité durable au Sahel sans une mise en oeuvre effective, intégrale et inclusive des dispositions de cet accord.

Il est à relever que le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, officiellement invité à s'associer à cette visite, n'a pu y envoyer de représentant du fait de l'activité chargée de son programme de travail durant cette même période. La présidence du CPS a toutefois fait part de «sa grande appréciation à l'égard de la courtoisie démontrée par le conseil de sécurité» et a indiqué sa pleine disposition à participer à de prochaines visites. Cela nous semble une pratique, en effet, à encourager.

Dans le droit fil de l'organisation retenue sur place, je rendrai compte du segment de la visite consacré au Mali, avant de passer la parole à mes collègues italien et éthiopien, qui reviendront respectivement sur les segments en Mauritanie et au Burkina Faso. Nous

concluons chacun en livrant les principaux enseignements que nous retirons de cette visite.

*

Au Mali, le conseil de sécurité s'est entretenu avec le président Ibrahim Boubacar Keita et avec plusieurs ministres du gouvernement qui ont unanimement réaffirmé l'engagement de leur pays en faveur de l'opérationnalisation dans les meilleurs délais de la force conjointe.

La visite du quartier général de la force conjointe installé à Sévaré, dans le centre du Mali, a été l'occasion de constater que cette dernière est désormais bien une réalité. Beaucoup a été fait en peu de temps s'agissant de l'opérationnalisation de la force conjointe. Je pense notamment à l'atteinte de la capacité opérationnelle initiale, à la mise en place du poste de commandement du fuseau centre à Niamey et à la grande qualité des officiers du G5 qui en assurent le commandement, sans même mentionner la première opération annoncée pour les jours qui viennent.

Des échanges avec le RSSG et le commandant de la force de la MINUSMA ont également permis de distinguer, parmi les éléments contenus dans les options présentées par le Secrétaire général, ceux qui étaient envisageables à court terme et ceux qui nécessitaient un renforcement préalable des capacités de la MINUSMA et ne pourraient ainsi intervenir que dans un second temps.

Des échanges avec des représentants de l'opération française Barkhane et des opérations européennes EUTM et EUCAP Mali ont permis de mieux appréhender l'action des autres forces de sécurité internationales présentes dans la zone et de mesurer leur complémentarité. Il en est notamment ressorti que la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel a vocation à faciliter la mise en oeuvre de leurs mandats par la MINUSMA et l'opération Barkhane.

Sur le volet du processus de paix au Mali, une rencontre avec les membres du comité de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali a été l'occasion pour les autorités maliennes de présenter les avancées récemment obtenues dans la mise en oeuvre des dispositions de l'accord. Les groupes signataires ont déploré, dans un document conjoint, un manque de concertation de la part du gouvernement à cet égard. En réaction à ces exposés, je suis revenu, au nom de l'ensemble du conseil, sur les messages forts contenus dans la déclaration à la presse sur le Mali adoptée le 6 octobre dernier, en insistant sur notre attente commune que des avancées concrètes soient observées d'ici la fin de l'année. Ces messages ont été appuyés par la présidence algérienne du CSA ainsi que par le représentant de l'Union africaine.

Deux rencontres avec la société civile, l'une à Bamako, l'autre à Mopti, nous ont permis d'avoir un échange direct sur les préoccupations de la population malienne. Elles ont respectivement mis en avant la volonté des femmes d'être davantage associées à la mise en oeuvre concrète de l'accord de paix, et notamment d'être mieux représentées au sein des institutions chargées du suivi de sa mise en oeuvre, ainsi que la lassitude de la population du centre du pays à l'égard de la menace sécuritaire à laquelle elle fait face au quotidien et son souhait que l'influence des

groupes terroristes dans la région soit combattue.

Enfin, une cérémonie en hommage aux 146 casques bleus de la MINUSMA décédés dans l'exercice de leur mandat a été organisée au mémorial de la MINUSMA à Bamako. Ils sont désormais 149, malheureusement, suite à l'attaque que je viens d'évoquer. L'émotion que cette cérémonie a suscitée au sein de la mission et de la délégation du conseil nous invite à penser qu'il s'agit d'une bonne pratique qui devrait être observée lors de chaque visite du conseil se déroulant dans un pays où est établie une opération de la maintien de la paix.

**

Au moment de conclure cette réunion, je crois pouvoir dire que la visite que le conseil de sécurité vient d'effectuer au Sahel est intervenue à un moment particulièrement opportun au regard du travail du conseil sur le dossier de la force conjointe Sahel et qu'elle aura été à la fois très utile et productive.

Nous en retirons, pour notre part, trois principaux enseignements :

Le premier enseignement, c'est que les autorités des trois pays dans lesquels nous nous sommes rendus ont unanimement réaffirmé leur engagement politique en faveur de l'opérationnalisation dans les meilleurs délais de la force conjointe, assorti d'un appel fort et dénué d'ambiguïté à un soutien international accru, bilatéral et multilatéral.

Cette mobilisation politique s'accompagne de progrès significatifs s'agissant du déploiement de la force sur le terrain, comme cela a été évoqué plus tôt. Il est important qu'elle s'accompagne également, au Mali, d'avancées concrètes dans la mise en oeuvre de l'accord de paix, comme cela a été rappelé aux parties maliennes au cours de la visite.

Le second enseignement, c'est que la visite du conseil de sécurité a permis de mettre en avant le soutien unanime et appuyé de tous les membres du conseil à la force conjointe du G5. La force conjointe est considérée comme une réponse nécessaire pour lutter contre la nature transnationale de la menace sécuritaire à laquelle font face les États du Sahel mais aussi pour compléter l'action de la MINUSMA et de Barkhane, et leur permettre de créer un environnement davantage propice à l'exécution de leurs mandats. Le constat qui accompagne ce soutien, et qui est partagé par les membres du G5, est que la réponse sécuritaire portée par la force conjointe, pour aussi nécessaire qu'elle soit, devra impérativement répondre aux exigences en matière de respect des droits de l'Homme et être complétée par une action sur le terrain du développement.

Le troisième enseignement, c'est que le véritable débat ne porte donc désormais plus sur la pertinence ou non de la force conjointe, ni même sur l'intérêt ou non de renforcer le soutien international dont elle bénéficie, mais bien sur la manière de calibrer ce soutien. La réunion du conseil de sécurité que présidera lundi le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, monsieur Jean-Yves Le Drian, aura précisément pour but d'aborder cette question, en réfléchissant ensemble à la meilleure manière de renforcer le soutien de la communauté

internationale à la force conjointe du G5. Nous y ferons part, à titre national, de notre souhait que la communauté internationale puisse apporter le soutien dont la force conjointe a aujourd'hui besoin, tout en tenant compte des différentes sensibilités présentes autour de cette table.

Je reprends mes fonctions de président du conseil, et en notre nom à tous, avant de clôturer cette réunion, je souhaite exprimer toute notre reconnaissance aux autorités du Mali, de Mauritanie et du Burkina Faso pour la grande qualité de leur accueil. Je souhaite également remercier tous mes collègues, et notamment mes collègues éthiopien et italien, pour le très bon esprit, un vrai esprit d'équipe, dans lequel s'est déroulée cette mission.

Enfin, last but not least, je voudrais adresser des remerciements tout particuliers à l'ensemble des membres du secrétariat qui ont travaillé à l'organisation et au bon déroulement de cette visite, à New York comme sur le terrain. Je pense bien évidemment tout d'abord au SCAD, mais également aux équipes du département des opérations de maintien de la paix, du département des affaires politiques, de la MINUSMA, aux résidents coordinateurs en Mauritanie et au Burkina Faso, aux traducteurs et aux officiers de sécurité - bref, à l'ensemble des équipes concernées. Leur travail a été proprement exemplaire et ils ont joué un rôle fondamental dans la réussite de cette visite. Nous leur en sommes, au nom de tous, profondément reconnaissants./.